

Catalogue d'études de cas



The
Food and Land Use
Coalition

Catalogue d'études de cas

Dans toute l'Afrique subsaharienne, les acteurs montrent déjà au monde comment passer à des systèmes alimentaires et d'utilisation des terres durables. Il s'agit notamment de l'engagement des gouvernements dans des stratégies de croissance verte, des entreprises travaillant avec les communautés locales pour conserver les services écosystémiques vitaux et des agriculteurs et entrepreneurs combinant connaissances locales et technologies de pointe pour accroître durablement les rendements agricoles. Ce catalogue d'études de cas est une compilation d'exemples parmi les meilleurs et les plus novateurs de la région.

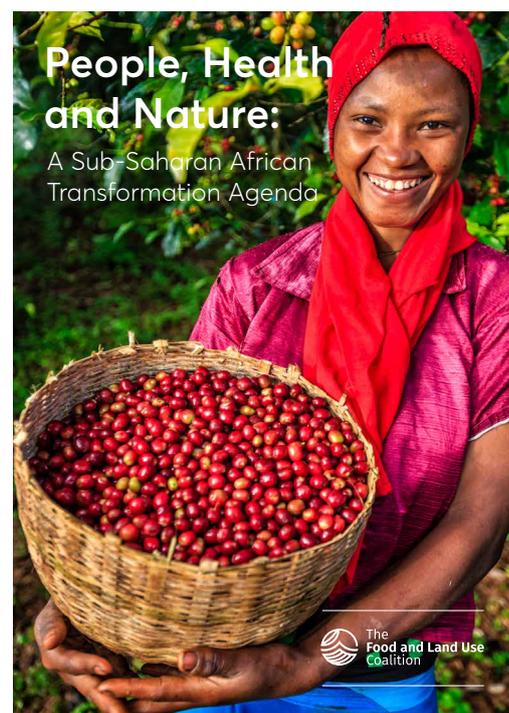
Ces exemples ont un rôle clé à jouer dans la transformation des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres. Ils démontrent ce qui est techniquement et économiquement possible en créant de nouveaux modèles pour un avenir durable. Ils fournissent un modèle pour inspirer les autres. Surtout, ils ont déjà un impact réel sur le terrain.

Le défi consiste à exploiter les nouvelles opportunités que les tendances mondiales et locales créent et à les combiner avec un « environnement favorable » approprié - les réformes fondamentales, les politiques, les incitations et l'augmentation des investissements - qui permettent de passer à des systèmes d'utilisation des terres et des aliments durables à l'échelle de la région. Sans cet environnement favorable, les réussites décrites dans le présent recueil demeureront l'exception et non la règle.

Contact

Bureau de gestion de projet de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres
c/o SYSTEMIQ
69 Carter Lane
London EC4V 5EQ
www.foodandlandusecoalition.org

© Droits d'auteur : Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres (septembre 2019)



La structure de ce catalogue d'études de cas correspond à la structure des **Personnes, santé et nature** : un programme de transformation de l'Afrique subsaharienne.

Chaque étude de cas est incluse dans la section pertinente sur la transition critique ou l'approche axée sur les buts dans laquelle elle figure dans le présent document.

Résumé exécutif



1

La stratégie de l'Éthiopie en matière d'économie verte et résiliente face au changement climatique

Dans le cadre de son initiative d'économie verte et résiliente au climat, le gouvernement éthiopien cherche à stimuler la croissance économique pour atteindre le statut de revenu moyen d'ici 2025, tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre (GES) à environ 150 MtCO₂e en 2030 - moins de la moitié des émissions prévues dans un scénario de développement classique.

L'amélioration des pratiques de production végétale et animale ainsi que la protection et le rétablissement des forêts sont des éléments centraux de l'initiative, tout comme l'expansion de la production d'électricité à partir de sources renouvelables et le passage à des technologies modernes et éconergétiques.¹

Une décennie cruciale pour l'alimentation et l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne



2

Politiques et réglementations favorables aux entreprises au Rwanda

Le Rwanda a considérablement amélioré sa capacité à faire des affaires et a ainsi attiré d'importants investissements du secteur privé.

Les politiques favorables aux entreprises comprennent : l'élimination de la nécessité pour les nouvelles entreprises d'ouvrir un compte bancaire pour s'enregistrer à la TVA ; l'élimination des frais d'enregistrement hypothécaire ; le développement d'un guichet unique en ligne pour la vérification du nom, le paiement des frais d'enregistrement, l'enregistrement fiscal et l'enregistrement des entreprises ; la réduction du temps requis pour obtenir les certificats d'enregistrement.²

La sécurité du régime foncier est également essentielle pour garantir la confiance des investisseurs privés et permettre aux agriculteurs et aux entrepreneurs d'accéder au crédit, d'améliorer leur productivité et de développer leurs activités. Le système national d'enregistrement foncier numérique du gouvernement a permis d'identifier les propriétaires et d'établir un titre approuvé pour plus de 11 millions de parcelles de terre sur plus des deux cinquièmes de la superficie totale des terres depuis son lancement en 2008.³ En conséquence, le temps nécessaire à la création d'une entreprise dans le pays est passé de 43 à seulement quatre jours - et cela, à un coût nettement inférieur.⁴

Ces réformes ont permis au Rwanda de sauter de onze places à la 29^e place sur 190 pays dans l'indice mondial « Doing Business » de la Banque mondiale fin 2018. Le nombre d'entreprises enregistrées dans le pays chaque année s'est multiplié par plus de vingt, passant de 582 en 2006 à 13 120 en 2016.⁵ Et les entrées nettes d'investissements directs étrangers sont passées de 10,5 millions USD en 2005 à 293,5 millions USD en 2017.⁶



3

Le plan Marshall avec l'Afrique

Le Plan Marshall avec l'Afrique est une initiative politique menée par le gouvernement allemand, qui cherche à aider les gouvernements africains à mettre en œuvre l'Agenda 2063. Le plan vise à développer une vision commune pour l'avenir entre l'Europe et l'Afrique, avec des accords et des investissements à l'appui. Parmi les priorités figurent la création d'emplois et d'opportunités pour les jeunes, l'investissement dans l'entrepreneuriat, le renforcement des activités à valeur ajoutée dans la région et la réforme du commerce au niveau international pour créer des résultats équitables pour tous.

Le Plan souligne la nécessité de solutions africaines pour relever les défis de l'Afrique, tout en reconnaissant la nécessité d'une action et d'investissements internationaux sans précédent pour assurer la prospérité et la stabilité futures de l'Afrique et du monde en général.⁷

Transition critique 1 : Donner aux agriculteurs les moyens d'accroître durablement les rendements agricoles



4

Technoserve en Ouganda

En Ouganda, l'organisation à but non lucratif Technoserve a travaillé avec la société semencière Equator Seeds Ltd. pour piloter l'utilisation des drones dans le suivi et l'optimisation des pratiques agricoles de leurs 30 000 agriculteurs entrepreneurs pour augmenter durablement les rendements et les revenus.

Le projet pilote a été conçu pour offrir des avantages importants aux agriculteurs et aux producteurs de semences de l'Équateur à mesure que la capacité de surveillance s'améliorait. On prévoyait que les rendements augmenteraient de 100 pour cent tandis que les coûts des intrants diminueraient - par exemple, l'utilisation des pesticides diminuerait de 60 pour cent.

On prévoyait que le projet pilote augmenterait les bénéfices annuels des 270 fermes pilotes de 2 150 USD en moyenne. Au total, 30 000 agriculteurs devraient gagner plus de 3 000 USD au cours de leur première année de production de maïs et 1 500 USD au cours de leur première année de production de graines de soja. Cela équivaldrait à une augmentation de 67 millions USD du revenu des petits exploitants agricoles.

Equator Seeds devrait également réaliser des bénéfices de 6,5 millions USD, soit un rendement de 20 USD pour chaque dollar investi par le programme. L'entreprise pourrait réaliser des profits de 300 millions USD en un an seulement.⁸



5

Projet Novella Agroforestry

Le projet Novella est un partenariat public-privé entre l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Unilever, la Union for Ethical BioTrade (UEBT), World Agroforestry (ICRAF) et FORM International, qui permet aux petits producteurs de cacao au Ghana et en Tanzanie de produire des variétés de la plante *Allanblackia*, qui produit des fruits contenant une huile alimentaire utile pour la transformation.

Tant qu'ils sont jeunes, les arbres de cacao fournissent de l'ombre dont les *Allanblackia* ont besoin pour grandir. Une fois parvenus à maturité, les *Allanblackia* agissent à leur tour comme arbres d'ombrage pour le cacao. Les arbres fournissent également des récoltes à différentes périodes de l'année, générant des revenus réguliers pour les petits exploitants.

En moins de 10 ans, environ 10 000 petits exploitants agricoles avaient planté 100 000 *Allanblackia*. Si elle est mise à l'échelle, l'ICRAF estime que le programme pourrait générer 2 milliards USD par an pour les petits exploitants, soit environ la moitié de la valeur de la récolte de cacao de l'Afrique occidentale.⁹



6

Le Upper Tana-Nairobi Water Fund

Le Upper-Tana Nairobi Water Fund au Kenya mobilise des contributions de donateurs publics et privés, y compris de grands consommateurs d'eau, pour fournir à près de 15 000 agriculteurs la formation, les outils et les ressources dont ils ont besoin pour conserver l'eau, protéger la santé du fleuve Tana et améliorer les rendements agricoles et assurer des revenus stables.

La conversion à l'agriculture des forêts sur les flancs des collines et des zones humides entourant la rivière Tana a compromis la capacité du paysage à stocker les eaux de ruissellement et le sol. Lorsque la pluie tombe sur les terres cultivées, les sols sont maintenant emportés dans la rivière, ce qui réduit la productivité des terres agricoles et envoie des sédiments dans la rivière, causant des problèmes de qualité de l'eau.

Grâce à ce fonds, les agriculteurs sont en mesure d'adopter des pratiques comme l'agroforesterie, de générer des revenus supplémentaires et de maintenir des zones tampons de végétation le long des rives qui améliorent la résilience de leurs terres agricoles et, par conséquent, l'état du fleuve.

Les investisseurs du fonds, tels que la Kenya Electricity Generating Company et Coca Cola, reconnaissent leur dépendance vis-à-vis du fleuve Tana pour leurs opérations. En outre, le projet peut soutenir des milliers de moyens de subsistance et avoir un impact sur des millions d'autres - un résultat important pour des partenaires tels que le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

Le fonds a constaté qu'un investissement de 10 millions USD dans des interventions de conservation menées par le fonds de l'eau pourrait rapporter 21,5 millions USD en avantages économiques sur 30 ans.¹⁰



7

Le projet régional d'appui au pastoralisme sahélien

Le Projet régional d'appui au pastoralisme sahélien vise à améliorer l'accès aux intrants essentiels, aux services de vaccination et aux marchés pour les éleveurs et agropasteurs de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest. Le projet visait à stimuler la productivité et la résilience pour répondre à la demande croissante de viande dans la région et soutenir les moyens de subsistance des pasteurs.

Le commerce du bétail joue un rôle crucial dans l'économie régionale - reliant les pays sahéliens aux pays de la côte atlantique qui sont importateurs nets de produits animaux, fournissant un revenu à environ 80 millions de personnes et fournissant une part importante de la viande et du lait consommés dans les zones urbaines ouest-africaines.

Pourtant, les taux élevés de pauvreté et la grande vulnérabilité climatique sapent les moyens d'existence et la stabilité dans la région. Plus de la moitié de tous les pasteurs ont été déplacés en raison de la sécheresse, de la famine et des conflits. Il en résulte une augmentation de la violence, de l'extrémisme et même du terrorisme.¹¹

Le projet met en commun l'expertise d'un éventail de partenaires des secteurs public et privé, d'organisations de la société civile pastorale et d'organisations multilatérales et financières. Ensemble, les partenaires s'emploieront à : mettre en place des services vétérinaires plus durables et plus efficaces pour réduire les maladies parmi les troupeaux ; améliorer l'accès des éleveurs aux ressources naturelles, y compris les ressources en eau et en pâturages qui s'étendent souvent au-delà des frontières nationales ; assurer l'accès des producteurs à des marchés compétitifs et ouverts pour le bétail ruminant ; et améliorer la préparation aux crises et leur prévention - notamment l'assistance technique et créer des opportunités pour diversifier leurs sources de revenus.

Le projet vise à bénéficier directement à plus de deux millions de personnes, y compris les pasteurs, les prestataires de services et les institutions nationales et régionales.¹²



8

One Acre Fund

One Acre Fund est une entreprise sociale à but non lucratif qui fournit un ensemble de services qui s'attaquent à une série d'obstacles rencontrés par les petits exploitants agricoles. Le fonds aide les agriculteurs à accéder aux marchés des intrants en leur fournissant des semences de haute qualité et des engrais à crédit, avec un système de remboursement flexible, compatible avec la nature cyclique et les risques inhérents à l'agriculture. En outre, tout au long de la saison, les agriculteurs reçoivent une formation sur les techniques agricoles afin d'augmenter durablement leurs rendements. En outre, le One Acre Fund contribue à faciliter l'accès au marché pour les agriculteurs en leur offrant des solutions de stockage des récoltes et en leur fournissant des informations sur les fluctuations du marché afin qu'ils puissent planifier leurs ventes pour maximiser leurs profits.¹³

De plus, ces intrants et services sont fournis à des endroits situés à distance de marche de chaque agriculteur desservi par le Fonds, de sorte que ceux qui vivent dans des régions éloignées peuvent encore bénéficier des activités du Fonds.

One Acre Fund travaille avec 800 000 agriculteurs à travers l'Afrique subsaharienne dans six pays. Le modèle de marché du fonds permet aux agriculteurs d'augmenter leurs revenus et de construire des chemins vers la prospérité, tout en soutenant le fonds. Les agriculteurs inscrits au programme voient leur revenu annuel augmenter de 91 USD (42 pour cent), tandis que 70 pour cent des dépenses de terrain du Fonds One Acre sont financées par le remboursement des prêts aux agriculteurs, laissant 30 pour cent financés par les donateurs.¹⁴



9

Farmerline

Farmerline aide les agriculteurs à adopter et à développer des pratiques agricoles commerciales durables dans treize pays africains, en cherchant à permettre aux jeunes de créer des entreprises agroalimentaires durables en partant de rien. L'entreprise le fait par le biais de Mergdata, une application mobile et web pour l'engagement du dernier kilomètre, ainsi que d'un réseau d'agents et de partenaires. En tant que start-up locale, Farmerline génère également des opportunités d'emploi et des recettes fiscales pour les marchés intérieurs en Afrique subsaharienne.

Farmerline fournit aux agriculteurs des prévisions météorologiques, les prix du marché, les nouvelles techniques agricoles, des conseils sur les applications agrochimiques et les finances par SMS et messages vocaux dans les langues locales. Les agriculteurs peuvent également se connecter aux marchés mondiaux et acheter des intrants et des services par le biais d'une plateforme logicielle - augmentant ainsi la portée des services de l'entreprise et donnant plus de pouvoir aux agriculteurs en améliorant l'accès aux informations.

Aujourd'hui, Farmerline atteint 200 000 agriculteurs et a cartographié plus d'un million d'acres de terres agricoles dans treize pays. Ceux qui utilisent ses services ont vu leurs revenus augmenter de plus de 50 pour cent.¹⁵



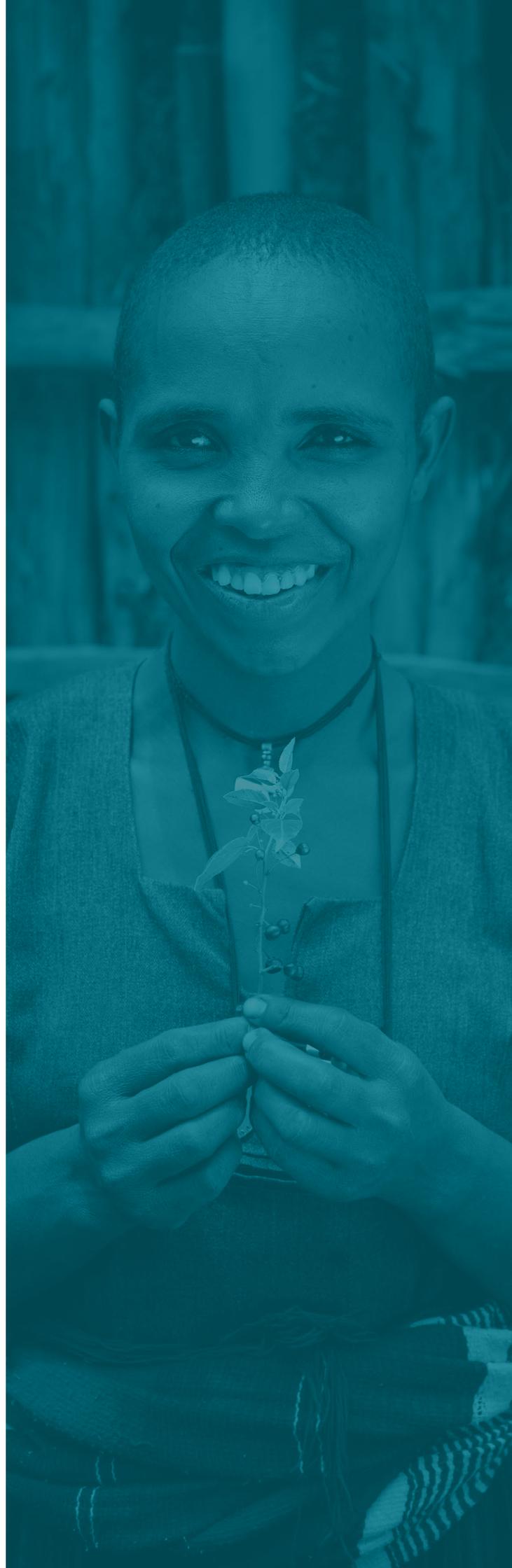
10

Serendipalm

Serendipalm, producteur ghanéen d'huile de palme, travaille avec plus de 700 agriculteurs pour adopter des méthodes agricoles biologiques, accroître la productivité et améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs et de la communauté locale.

L'entreprise forme les agriculteurs aux cultures et aux pratiques de l'agriculture biologique, leur fournit des prêts sans intérêt et paie leur certification en tant que producteurs équitables. Serendipalm négocie un prix élevé avec les agriculteurs pour leurs récoltes et leur assure un accès fiable aux marchés en tant que société sœur de Dr Bronner's, la plus grande marque de savon naturel des États-Unis, qui s'approvisionne en huile de palme auprès de cette société.

De plus, l'entreprise investit dans des services clés en consultation avec la communauté locale, notamment l'éducation, la santé, les services de maternité et les systèmes de gestion de l'eau.¹⁶



Transition critique 2 : Renforcer les marchés locaux pour des aliments nutritifs, produits de façon durable, destinés aux consommateurs nationaux et internationaux



11

FarmCrowdy

FarmCrowdy, la première plateforme agricole numérique du Nigeria, met en relation les petits agriculteurs avec des sponsors du monde entier, permettant aux gens de s'aventurer dans l'agriculture tout en responsabilisant les agriculteurs locaux et en renforçant la production et la sécurité alimentaire au Nigeria.

Les parrains investissent dans les cycles agricoles du début à la fin, ce qui permet aux agriculteurs d'investir dans des outils et des pratiques d'amélioration de la productivité, de vendre leurs produits à la valeur de marché et de développer leurs activités. En outre, les agriculteurs reçoivent des conseils sur le terrain et une formation aux pratiques agricoles. Les agriculteurs et les sponsors reçoivent tous un pourcentage des bénéfices.

Jusqu'à présent, la plateforme a mis en relation plus de 25 000 petits agriculteurs avec plus de 4 000 parrains uniques. Bien que beaucoup d'entre eux sont des investisseurs professionnels qui, autrement, ne l'auraient peut-être pas fait, ce qui permet également aux Nigériens de se lancer dans l'agriculture par le biais du logiciel. Lancée par le jeune entrepreneur Onyeka Akumah, la plateforme facilite non seulement l'augmentation des investissements et des débouchés commerciaux pour les agriculteurs, mais elle crée elle-même des emplois et stimule la croissance dans ce secteur.¹⁷



12

Generation Africa

Generation Africa est une initiative fondée par la société de télécommunications Econet et la société de nutrition des cultures Yara qui vise à inspirer au moins un million de jeunes entrepreneurs africains à rejoindre le secteur agroalimentaire d'ici 2025 et à renforcer l'écosystème du soutien aux entrepreneurs et aux petites entreprises.

Generation Africa rassemble les partenaires nécessaires au développement d'un environnement favorable aux entreprises. L'initiative vise à fournir une plateforme pour les projets qui aident les jeunes entrepreneurs à s'intégrer dans un mouvement plus large. Il a également lancé un concours pour les jeunes entrepreneurs agroalimentaires à travers l'Afrique, avec une récompense de 50 000 USD chacun pour deux gagnants (un homme et une femme).

Grâce à une combinaison d'activités de ce type et d'efforts de plaidoyer et de partenariat plus larges, Generation Africa cherche à inspirer et à équiper les individus pour entrer dans l'agriculture, innover et grandir afin de transformer ce secteur et bénéficier de la croissance rapide des marchés alimentaires et boissons dans cette région.¹⁸



13

ARCH Emerging Markets Partners: stockage de la chaîne du froid en Afrique de l'Est

ARCH Emerging Markets Partners est une organisation de capital-investissement qui collecte actuellement des fonds pour un fonds de 100 millions USD destiné aux solutions de chaîne du froid en Afrique de l'Est. Le fonds investira dans le développement d'entreprises à grande échelle de la chaîne du froid dans cinq pays de la région de l'Afrique de l'Est, avec l'appui de solides partenaires opérationnels locaux impliqués dans le réseau logistique. Des technologies contemporaines et innovantes seront utilisées pour maximiser l'efficacité énergétique des centres de stockage.

Grâce à cette initiative, ARCH vise à empêcher que les produits frais ne périssent, à augmenter les revenus ruraux et à améliorer la sécurité alimentaire dans la région tout en ouvrant la possibilité d'exportations mondiales pour les clients de stockage. D'un point de vue commercial, ARCH cherche à exploiter la croissance rapide de la demande alimentaire et de l'activité agroalimentaire dans la région.

De plus, le modèle d'affaires est soutenu par l'évolution du secteur. Par exemple, les coopératives agricoles peuvent regrouper les produits que les fournisseurs d'entrepôt peuvent recueillir, ce qui permet de réaliser des économies d'échelle et de réduire l'inefficacité du processus de collecte. Les fournisseurs de commerce électronique peuvent également jouer le rôle de partenaires importants en investissant dans l'écosystème logistique, en créant des centres de distribution pour l'agrégation et en faisant correspondre l'offre et la demande pour rendre les investissements plus rentables.



14

Twiga Foods

Les plateformes de commerce électronique ouvrent également des possibilités d'améliorer les chaînes d'approvisionnement dans la région. Par exemple, la start-up agro-technologique Twiga Foods fournit des fruits et légumes frais de petits agriculteurs kenyans à des petits et moyens vendeurs, des points de vente et des kiosques dans la capitale, Nairobi. Les agriculteurs livrent leurs produits aux centres de collecte de Twiga Foods et reçoivent leur paiement par argent mobile dans les 24 heures. Lancée en 2014, la plateforme dessert plus de 8 000 agriculteurs et plus de 5 000 fournisseurs.

La plateforme mobile sans numéraire permet à Twiga Foods d'offrir des prix plus élevés et un marché garanti pour les agriculteurs, ainsi que des prix plus bas et un approvisionnement fiable aux fournisseurs. En faisant concorder la demande et l'offre, la plateforme réduit les pertes et les déchets après récolte. Les consommateurs bénéficient également d'un accès à des produits plus frais à des prix plus bas grâce à une chaîne d'approvisionnement plus efficace.¹⁹

L'accent mis par les plateformes de commerce électronique sur la logistique représente une occasion importante d'améliorer la connectivité des agriculteurs et l'efficacité de la chaîne de valeur à mesure que des entreprises comme Twiga Foods se développent dans la région.²⁰



15

AACE Foods

AACE Foods est une entreprise nigériane qui transforme, conditionne et distribue des aliments nutritifs cultivés en Afrique de l'Ouest pour répondre aux besoins des consommateurs, améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs, améliorer les résultats nutritionnels, déplacer les importations et augmenter la valeur des exportations de la région. Fondée en 2009, l'entreprise vend une sélection d'épices, d'assaisonnements, de céréales pour petit déjeuner et de farines transformés localement à des acheteurs au détail, en gros, commerciaux et institutionnels.

L'entreprise s'est associée à d'importantes agences de développement international pour développer une chaîne d'approvisionnement locale qui s'approvisionne auprès de plus de 10 000 agriculteurs. En outre, AACE Foods fournit des technologies de formation et de stockage aux agriculteurs et facilite la microfinance pour ses fournisseurs. Cela assure une source fiable de matières premières pour l'entreprise et améliore la vie des petits exploitants agricoles.

D'ici 2020, l'entreprise vise à intégrer 20 000 petits exploitants agricoles dans l'offre agricole du Nigeria, à former 2 000 femmes micro-entrepreneuses et à rendre son usine opérationnelle en installant des équipements et des capacités de stérilisation de plus grande capacité. Cela permettra à l'entreprise de développer davantage d'aliments complémentaires (introduits chez les nourrissons en plus de l'allaitement maternel pour fournir des nutriments) et de collations prêtes à consommer, tout en élargissant l'échelle et la portée de son engagement auprès des petits exploitants agricoles.²¹



16

Yolélé Foods

Le chef new-yorkais Pierre Thiam se sert de son poste de chef cuisinier pour accroître l'appétit des New-Yorkais pour le fonio, une graine extrêmement nutritive. Cette graine pousse dans la région du Sahel, résiste à la sécheresse et ses racines aident à sécuriser la couche supérieure de la terre pour empêcher la propagation des déserts. Historiquement, elle était consommée dans toute la région, mais pas au-delà.

En développant les marchés d'exportation du fonio sur les marchés occidentaux et ouest-africains, Pierre espère créer plus d'emplois dans la région du Sahel. Il a créé une marque – Yolélé Foods. Par le biais de la marque, il travaille avec les agriculteurs et ses partenaires pour cultiver un système agricole biologique résistant autour de cette graine qui soutient les moyens de subsistance et les paysages écologiques.

Par ailleurs, Yolélé Foods a pour objectif de créer des filières de transformation du fonio dans la région pour gérer de grandes récoltes et permettre aux pays d'accéder à une plus grande part de la chaîne de valeur.²²



17

Approvisionnement local chez Heineken

En 2015, Heineken a signé un accord de partenariat pour intégrer les petits producteurs de manioc dans sa chaîne de valeur au Nigeria. La filiale nigérienne de Heineken, Nigerian Breweries, garantit l'achat de 55 pour cent de l'amidon de manioc produit par l'usine Psaltry, qui s'approvisionne en tubercules de manioc auprès des petits exploitants agricoles locaux. L'amidon est ensuite converti en sirop de maltose par les brasseries nigérianes pour être utilisé dans la production de bière et de boissons gazeuses, ce qui réduit le besoin de sucre importé.²³ L'objectif de l'entreprise est d'augmenter la matière première provenant de la production locale à 60 pour cent d'ici 2020.

Non seulement cela crée des opportunités pour les agriculteurs et les transformateurs locaux, mais cela a également aidé l'entreprise de Heineken. Le choix de s'approvisionner localement était fondé sur la nécessité d'atténuer les difficultés liées aux opérations de change. Entre-temps, les brasseries nigérianes ont été en mesure d'améliorer leurs opérations, notamment en développant des variétés de sorgho hybride à haut rendement.²⁴



18

Farm to Market Alliance

La Farm to Market Alliance est un consortium public-privé composé de huit organisations agro-focalisées formées pour faire en sorte que les marchés fonctionnent mieux pour les agriculteurs grâce à des interventions de la chaîne de valeur qui aident les agriculteurs à profiter davantage de la demande pour leurs produits.

La Farm to Market Alliance aide les familles d'agriculteurs africains à faire la transition vers l'agriculture commerciale en s'attaquant aux principaux défis auxquels sont confrontés les petits exploitants agricoles. Le programme donne aux petits exploitants les moyens de devenir des acteurs fiables sur le marché grâce à un réseau de centres de prestation de services qui offrent aux agriculteurs un guichet unique leur permettant d'accéder à quatre biens essentiels : (i) des marchés prévisibles, (ii) un financement abordable, (iii) des technologies et des intrants de qualité, et (iv) des solutions de manutention et de stockage.

Depuis son lancement en 2015, le programme a mobilisé plus de 150 000 agriculteurs au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Zambie. Le programme a généré 17 millions USD d'achats de récoltes par des acheteurs commerciaux et a rassemblé plus de 60 acteurs locaux du secteur privé, augmentant considérablement les transactions entre eux.

Les principaux partenaires de l'Alliance sont le World Food Programme, la Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA), Bayer Crop Science AG, International Finance Corporation, Syngenta Crop Protection AG, Rabobank, Grow Africa, et Yara International ASA.²⁵



19

Marketplace for Nutritious Foods

La Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN) aide les PME à développer des aliments nutritifs pour les consommateurs au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie par le biais de son programme Marketplace for Nutritious Foods. Ce faisant, GAIN vise à créer un environnement favorable à l'amélioration à long terme des résultats nutritionnels et des moyens de subsistance des agriculteurs.

Dans le cadre de ce programme, GAIN coordonne un réseau d'entrepreneurs, d'investisseurs et d'institutions locaux travaillant dans l'agriculture pour partager les leçons apprises et échanger des connaissances sur les opportunités du marché et les changements de politique pour améliorer la disponibilité des aliments nutritifs. Grâce à son Accélérateur d'innovation, GAIN fournit également du financement et de l'assistance technique aux entrepreneurs qui développent des innovations alimentaires nutritives viables et rentables à grande échelle.²⁶

20

Africa Improved Foods

Africa Improved Foods (AIF) produit des produits alimentaires nutritifs (porridge riche en minéraux et en vitamines) pour la population locale, en particulier les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les enfants au Rwanda, à partir de cultures locales. En améliorant l'accès à des aliments nutritifs, l'AIF s'efforce de lutter contre le retard de croissance et la malnutrition au Rwanda et dans les pays voisins, où près de 40 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance (qui coûte 11,5 pour cent du PIB rwandais).²⁷

En produisant ses produits localement, l'AIF soutient les moyens de subsistance des agriculteurs. Les 25 000 agriculteurs qui ont vendu leur maïs à l'AIF en 2018 ont reçu une formation pour améliorer la qualité grâce à l'entreprise et ses partenaires. Les agriculteurs (pour la plupart des femmes) obtiennent un revenu fiable qui leur permet de commencer à investir dans l'économie locale. Plus en aval de la chaîne de valeur, l'usine de l'entreprise crée des emplois, augmente la demande d'emballages, d'équipements et de services d'origine régionale et augmente la valeur des exportations du Rwanda. Selon l'Université de Chicago, l'AIF contribuera à hauteur de près de 900 millions USD au développement économique du Rwanda.

L'AIF a une série de partenaires dont le soutien est essentiel à son succès, en aidant avec :

- **Investissements en R&D:** la capacité de recherche de l'entreprise de sciences de la vie DSM a aidé l'AIF à mettre sur le marché des aliments fortifiés et novateurs
- **Marchés publics:** bien qu'elle soit au service du Programme alimentaire mondial de l'ONU et des gouvernements locaux, par exemple pour les centres de santé et les hôpitaux, l'AIF peut fonctionner à l'échelle nécessaire pour avoir un impact significatif et devenir viable sur le plan commercial
- **Financement à des conditions préférentielles pour réduire le risque des investissements:** L'investissement de 26 millions USD de la SFI sous forme de prêts au AIF en 2015 a été rendu possible grâce au financement du volet « secteur privé » du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, réduisant le risque des investisseurs commerciaux.
- **Un environnement commercial favorable:** La capacité de l'AIF à opérer sur l'ensemble de la chaîne de valeur a été renforcée par les politiques commerciales favorables introduites par le gouvernement rwandais, notamment la normalisation et la simplification des procédures fiscales et la réforme du régime foncier/tenure reform.²⁸



21

Sustainable Diets for All (SD4A)

Sustainable Diets for All est un programme de plaidoyer mené par Hivos et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), qui aide les organisations de la société civile et les communautés à faible revenu à plaider pour une meilleure production, un meilleur commerce et une meilleure consommation alimentaire.

Travaillant en Ouganda, en Zambie, au Kenya, en Bolivie et en Indonésie, le programme rassemble des parties prenantes de tous les systèmes alimentaires locaux, y compris des agriculteurs et d'autres producteurs, transformateurs, vendeurs et consommateurs d'aliments, pour partager des idées et identifier des solutions aux défis locaux.

En créant des plateformes permettant aux organisations de la société civile et aux communautés à faible revenu de s'engager avec les acteurs à travers les chaînes de valeur et les positions gouvernementales, le programme contribue à faciliter des systèmes alimentaires inclusifs qui favorisent des modes de consommation sains et diversifiés basés sur des liens solides avec le marché pour les PME et des pratiques de production durables.²⁹



Transition critique 3 : Travailler à l'échelle du paysage pour préserver et faire croître le capital naturel



22

AFR100

AFR100 (African Forest Landscape Restoration Initiative) est une initiative nationale visant à restaurer 100 millions d'hectares de terres en Afrique d'ici 2030. L'Initiative vise à renforcer la résilience des pays tout en respectant les accords internationaux, notamment le Défi de Bonn, la Déclaration de New York sur les forêts et l'Initiative africaine pour des paysages résilients (ARLI).

À ce jour, 27 pays ont engagé 111 millions d'hectares dans la restauration, dépassant l'objectif initial. Plus de 1 milliard USD en financement pour le développement et 545 millions USD en investissements privés ont été engagés pour soutenir ces efforts.³⁰

23

Smallholder Forestry Vehicle

Le Smallholder Forestry Vehicle est un mécanisme d'investissement qui permet l'investissement privé dans la foresterie des petits exploitants en Afrique, tout en réduisant les coûts d'investissement pour les sociétés forestières qui fournissent un appui technique et des liens commerciaux aux petits exploitants. Le véhicule est en cours de développement par Komaza, une petite entreprise forestière kenyane qui s'est associée à 14 000 agriculteurs, dont plus de la moitié sont des femmes, pour planter et récolter 3 800 hectares d'arbres.

Komaza travaille avec les agriculteurs et leurs communautés pour évaluer l'opportunité de reboiser des parcelles inutilisées et dégradées et les aider à obtenir des droits d'utilisation des terres pour la culture des arbres sur ces parcelles. Une fois inscrits, les agriculteurs sont payés au prix du marché pour les arbres récoltés en échange de terres et de main-d'œuvre. La Société rachètera les contrats de production d'arbres avant la récolte finale. L'indemnisation des agriculteurs est fixée par un algorithme transparent qui établit un prix minimal d'indemnisation, mais qui récompense une plus forte croissance que prévu des arbres et des prix du marché. La Société offre également de la formation, des intrants de plantation, du soutien à l'entretien, des services de récolte et un marché garanti pour les arbres.

Le Véhicule offre une série d'avantages. Premièrement, il contribue à combler un déficit d'investissement crucial dans la foresterie en Afrique en vendant un portefeuille de contrats de production d'arbres à une entité ad hoc (Special Purpose Vehicle - SPV) après une année de croissance des arbres. Deuxièmement, il accroît la richesse des agriculteurs et leur résistance aux changements climatiques en leur procurant des revenus non tributaires du climat et en créant des possibilités de diversification des cultures. Troisièmement, il maximise l'impact de ces investissements grâce à un modèle de coopération solide entre les sociétés d'exploitation et les agriculteurs. Enfin, elle réduit les coûts de transaction pour les investisseurs et réduit certains des risques liés à la foresterie de plantation.

À grande échelle, chaque Smallholder Forestry Vehicle pourrait restaurer 15 000 hectares de terres dégradées, ce qui permettrait à 50 000 ménages agricoles de réaliser des économies de 1 500 USD chacun en termes de résistance climatique et un taux brut de rendement interne de 17 pour cent. En outre, les projets forestiers des petits exploitants au-delà de ceux gérés par Komaza pourraient lever des fonds en utilisant cette approche.³¹



24

Mangroves ensemble

Sur la côte sud du Kenya, les villageois de Gazi et Makogeni ont décidé de mettre de côté le commerce du poisson pendant trois jours pendant chaque saison des pluies, pour se réunir et planter des mangroves. L'organisation villageoise Mikoko Pamjoa (en swahili pour « mangroves ensemble ») fait partie d'un projet catalysé par le Kenya Marines and Fisheries Research Institute, qui implique des communautés plantant 4 000 jeunes plantes - ce qui représente 0,4 hectares par an sur les sites dégradés et la préservation de forêts existantes.

La collectivité a profité de l'augmentation du volume de pêche. En outre, la forêt gérée de manière durable protège la disponibilité à long terme du bois de mangrove, qui est essentiel pour la construction des maisons, du mobilier et des bateaux des villageois et pour son utilisation comme bois de chauffage. Gazi a même vu l'écotourisme s'épanouir grâce à la forêt restaurée. Les villageois ont construit un trottoir de bois de 450 mètres parmi les arbres où les visiteurs peuvent voir six des neuf espèces de mangroves indigènes du Kenya. La communauté tient également un restaurant qui offre de la nourriture swahilie aux touristes.

Enfin, les forêts de mangroves servent de puits de carbone. Les villageois ont été autorisés à vendre 3 000 tonnes de CO₂ par an pendant 20 ans. Cela a permis à la communauté de Gazi de gagner 25 000 USD entre 2014 et 2016.³²



25

La Great Green Wall Initiative

La Great Green Wall Initiative est une initiative africaine qui vise à restaurer 100 millions d'hectares de terres actuellement dégradées au Sahel, où la sécheresse et la famine ont touché des millions de personnes depuis les années 1970 et d'où des millions devraient migrer dans les deux prochaines décennies.

Le projet rassemble des partenaires du monde entier pour fournir des financements, une assistance technique et un soutien en matière de communication afin d'accroître collectivement les ambitions et d'améliorer les capacités à y parvenir. Outre les projets de plantation d'arbres, l'initiative comprend des interventions visant à soutenir les moyens de subsistance, à améliorer la sécurité alimentaire, à améliorer la santé et à remédier aux inégalités entre les sexes.

Le projet vise à créer 10 millions d'emplois dans les zones rurales, à assurer la sécurité alimentaire de 20 millions de personnes, à accroître la résilience de millions de personnes et à séquestrer 250 millions de tonnes de carbone d'ici 2030.³³ Une fois achevé, le Mur sera aussi une merveille naturelle du monde, comme étant la plus grande structure vivante de la planète.³⁴



26

Organisation for the Development of the Senegal River

Les gouvernements du Sénégal, de la Mauritanie et du Mali ont mis en place un ensemble d'institutions et d'accords pour permettre une planification de l'utilisation des terres et de l'eau qui distribue équitablement entre tous les bénéficiaires les bénéfices du fleuve Sénégal. Il s'agit notamment de l'Organization for the Development of the Senegal River, qui gère le bassin, et de la Permanent Water Commission, qui répartit les droits d'eau entre les États membres et les différents secteurs, dont l'industrie, l'agriculture et les transports.³⁵

Cette coopération découle de la prise de conscience par les États membres de leur dépendance collective à l'égard du bon fonctionnement du bassin fluvial. La première Convention relative au statut du fleuve Sénégal a été signée en 1972, à la suite d'une série de sécheresses dévastatrices qui ont provoqué la famine dans la région.³⁶



27

Restauration des terres en Éthiopie

En 2007, le gouvernement éthiopien a lancé une campagne de restauration des terres pour planter 60 millions d'arbres dans le cadre du Bonn Challenge. Cet engagement reconnaît la menace que représente la dégradation des terres pour la sécurité alimentaire du pays, ainsi que la possibilité de créer des emplois et d'améliorer la contribution du secteur forestier aux systèmes de production agricole, à l'eau et à l'énergie. En 2014, le gouvernement a porté cet engagement à 22 millions d'hectares d'ici 2030, soit plus d'un sixième de la superficie totale du pays.

D'ici 2036, le gouvernement vise à récupérer et à réhabiliter jusqu'à 33 millions d'hectares de terres dégradées et à faire en sorte que la productivité agricole ne se fasse pas au détriment des grandes forêts, des zones humides et autres écosystèmes vitaux de l'Éthiopie qui abritent des millions de personnes, de la faune et de la flore et constituent le socle de systèmes résistants.

La loi forestière nationale de 2018 reconnaît les droits des communautés et leur rôle dans la gestion des forêts naturelles et l'établissement de plantations.³⁷



28

BioCarbon Engineering

BioCarbon Engineering utilise une technologie utilisant des drones pour planter des graines rapidement et avec précision dans divers paysages, y compris des terrains éloignés et difficiles.

Le système utilise des données recueillies par satellite et par drones pour déterminer le meilleur emplacement pour planter chaque arbre. Ensuite, à l'aide de drones de plantation, 120 capsules biodégradables sont projetées chaque minute à une position prédéterminée dans le sol avec de l'air sous pression. Les capsules sont remplies d'une graine germée, d'éléments nutritifs et d'autres éléments essentiels. Celles-ci pénètrent dans la terre et, activées par l'humidité, se transforment en arbres sains.

Deux opérateurs équipés de 10 drones peuvent planter 400 000 arbres par jour. Seulement 400 équipes pourraient planter 10 milliards d'arbres chaque année, avec la capacité de planter des dizaines de milliards d'arbres par an. Les installations technologiques entièrement automatisées et hautement évolutives sont 150 fois plus rapides et 4 à 10 fois moins chères que les méthodes actuelles. Grâce à cette technologie pionnière, l'entreprise vise à planter 500 milliards d'arbres d'ici 2060.³⁸



29

Africa Tree Fund

Le Tree Fund incite les organisations forestières et les agriculteurs à planter des millions d'arbres à usage commercial en fournissant des facilités d'emprunt et, dans certains cas, des capitaux propres à un taux abordable. En prenant les arbres plantés en garantie, le Fonds peut offrir des taux d'intérêt beaucoup plus bas que ceux des prêts non garantis et a donc le potentiel de transformer le financement de la plantation d'arbres pour la production et la conservation à long terme.

La modélisation du portefeuille propose aux investisseurs un taux de rendement interne (TRI) brut du fonds de 5 pour cent après pertes, puis de 1,5 pour cent après prise en compte des frais de gestion et autres frais du fonds. Le Fonds est géré par la Nature Conservancy avec le soutien de Partnerships for Forests.³⁹

Transition critique 4: Tirer profit des droits égaux



30

Soutenir les communautés productrices de vanille à Madagascar

Un partenariat entre Unilever, son fournisseur Symrise et le ministère allemand GIZ soutient les communautés de producteurs de vanille à Madagascar en améliorant l'éducation, la formation agricole et les opportunités à valeur ajoutée, tout en assurant l'approvisionnement en vanille d'Unilever. Le programme vise à améliorer les moyens d'existence de 4 000 cultivateurs de vanille dans la région de Sava à Madagascar et à améliorer la vie de 24 000 personnes dans 32 communautés.

Le programme aide les agriculteurs à accroître durablement leurs rendements et à diversifier leurs cultures grâce à une formation à l'agriculture durable et à la gestion d'entreprise. Cela renforce l'indépendance économique des agriculteurs en les aidant à gagner plus d'argent grâce à la vanille et à d'autres cultures, à améliorer leur autosuffisance alimentaire et à vendre leurs produits pendant les périodes de soudure. Le programme améliore également l'accès à des services financiers équitables afin de favoriser la stabilité des revenus. En outre, le programme équipe les écoles primaires de kits pédagogiques et propose aux enseignants une formation sur l'éducation environnementale. Le programme vise à créer une plateforme d'apprentissage des collèges agricoles ruraux pour la formation professionnelle des adolescents.

Par ailleurs, Symrise a ouvert une usine d'extraction de vanille dans la région, augmentant ainsi la capacité de transformation locale et la valeur ajoutée que cela apporte à la région. Cela a créé 200 emplois dans les usines d'une région pauvre et amélioré les moyens de subsistance de l'économie locale.⁴⁰



31

Naasakle

Naasakle est une entreprise sociale qui soutient les femmes cueilleuses et transformatrices de noix de karité dans le nord du Ghana. La demande de karité connaît une croissance exponentielle (1200 pour cent entre 2005 et 2015). Les noix de karité sont traditionnellement considérées comme une « culture féminine » dans la région – les femmes cueillent les noix qui sont tombées sur le sol – mais les femmes sont traditionnellement coupées de leur juste part des profits, les hommes contrôlant les ventes des noix.

Naasakle s'approvisionne et transforme les noix de karité auprès de plus de 5 000 femmes cueilleuses, en les payant jusqu'à 25 pour cent de plus que le prix habituellement payé par les intermédiaires et négociants. L'entreprise vend ensuite du beurre de karité en vrac à des grossistes et à des détaillants de produits de beauté emballés.⁴¹

Stimuler la production de tef en Éthiopie et ailleurs

Un peu moins de 1 million de tonnes de tef sont produites chaque année en Éthiopie, ce qui représente un quart de la production céréalière totale du pays. Le tef est un aliment de base pour des millions d'Éthiopiens, qui le consomment souvent sous forme d'injera, une crêpe aigre, à deux repas par jour. Riche en protéines, sans gluten, résistant aux ravageurs et aux conditions climatiques difficiles, le tef offre la possibilité d'améliorer la sécurité alimentaire dans les zones sèches et de montagne de l'Afrique subsaharienne. Les efforts de recherche visent à accroître la productivité de la culture à mesure que la demande étrangère augmente. La production commerciale a commencé aux États-Unis et en Afrique du Sud, et les marchés internationaux s'ouvrent. Les restaurants qui vendent l'injera sont établis depuis longtemps à New York, Washington, Londres et Rome – mais la popularité croissante des aliments naturels fait entrer le tef dans le courant dominant.⁴² Le marché international des aliments diététiques est estimé à 7 billions USD.⁴³ Il s'agit là d'une énorme opportunité pour les entrepreneurs d'Afrique subsaharienne. Un millier de plantes comestibles indigènes similaires au tef restent largement inexploitées en Afrique subsaharienne, ce qui pourrait être exploité pour répondre à la demande étrangère croissante d'aliments naturels et orienter les régimes alimentaires nationaux vers des choix plus sains.

Cependant, la capacité des Éthiopiens eux-mêmes à bénéficier du succès croissant de tef a été limitée par un accord sur les brevets qui souligne les déséquilibres sur les marchés internationaux. Depuis les années 2000, l'agronome néerlandais Jans Roosjen détient le brevet pour le traitement de la farine de tef dans une série de pays européens. L'accord a été conclu dans le cadre d'un partenariat entre l'Institut éthiopien de conservation de la biodiversité et la société d'aliments naturels de Roosjen, qui a ensuite fait faillite. Même après la faillite de son entreprise, Roosjen était toujours en mesure de commercialiser les produits tef avec de nouvelles entreprises, empêchant le gouvernement éthiopien et les entrepreneurs d'utiliser leurs propres ressources génétiques tef. Bien que le brevet de Roosjen ait été déclaré nul aux Pays-Bas, il s'applique toujours en Belgique, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Autriche et en Italie. L'accord injuste était en partie le résultat du manque d'expérience des négociateurs éthiopiens et de leur confiance mal placée dans les motivations de l'entreprise néerlandaise.

Le déséquilibre du pouvoir de négociation et l'impact sur les perspectives d'exportation de l'Éthiopie soulignent la nécessité de cadres juridiques et de partage des connaissances pour faire en sorte que les pays en développement d'Afrique subsaharienne et d'ailleurs puissent tirer les mêmes avantages que les pays plus riches et les entreprises privées en participant aux marchés internationaux.⁴⁴



Agence de développement du thé du Kenya (Kenya Tea Development Agency)

Propriété de 54 sociétés de thé qui comptent à leur tour 550 000 petits producteurs de thé comme actionnaires individuels, la Kenya Tea Development Agency Ltd. (KTDA) fournit aux agriculteurs des services agricoles complets, y compris l'accès aux intrants et à la vulgarisation agricole, le transport, l'entreposage et la transformation des produits, le conditionnement, la distribution, le commerce, les assurances, la commercialisation et le financement.

Non seulement les agriculteurs peuvent-ils accroître la qualité et la quantité de leurs rendements grâce à ces activités, mais ils peuvent aussi renforcer leur position et leur influence dans la chaîne de valeur en agrégeant les produits et en accédant aux informations sur le marché. Les producteurs de thé de la KTDA représentent plus de 60 pour cent de la production totale de thé du pays et 13 pour cent des exportations mondiales de thé, avec des prévisions de hausse de la demande et des prix.⁴⁵



34

Blue Skies

La société fruitière Blue Skies travaille directement avec les agriculteurs de quatre pays d'Afrique subsaharienne pour leur fournir des salaires décents et les préparer à adopter des pratiques agricoles écologiquement durables.

L'entreprise ajoute de la valeur à la source en fabriquant des produits finis – des fruits coupés en morceaux aux glaces et confiseries à base de fruits – dans le pays ou la région, avant de les exporter pour les vendre dans le monde entier.⁴⁶

La société a étendu ses activités à quatre pays d'Afrique subsaharienne, employant plus de 4 000 personnes et générant un chiffre d'affaires de 130 millions USD pour l'exercice clos en décembre 2017.⁴⁷



35

Global Living Wage Coalition

Au Malawi, la Global Living Wage Coalition travaille avec plus de 35 organisations de la chaîne d'approvisionnement pour garantir un salaire décent aux travailleurs de la chaîne d'approvisionnement du thé dans le cadre du Malawi Tea 2020 Programme. Grâce au dialogue et à la collaboration, le programme a obtenu l'engagement de onze sociétés d'achat de thé et de détaillants, dont Marks and Spencer, Tesco et Unilever, en vue de créer une industrie du thé au Malawi où les travailleurs gagnent un salaire et les petits exploitants un revenu décent.

Cet engagement est étayé par l'analyse de l'écart du salaire de subsistance aujourd'hui, l'élaboration d'un processus de négociation collective dans le secteur du thé au Malawi et des interventions visant à soutenir les moyens de subsistance des travailleurs, notamment l'enrichissement des repas du midi.⁴⁸

Adopter une approche ciblée des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres de l'Afrique subsaharienne

Accélérer la transition démographique vers des taux de fécondité stables



36

Services de santé sexuelle et reproductive au Rwanda

Le Rwanda a fait des progrès significatifs dans l'amélioration de l'accès à la planification familiale et de son utilisation au cours de la dernière décennie, l'utilisation des contraceptifs passant de 17 à 53 pour cent entre 2005 et 2015.⁴⁹ Le taux de fécondité est passé de 5,1 à 4 au cours de la même période.⁵⁰

Bien qu'il reste encore beaucoup à faire – le pays vise à porter la demande totale de contraception pour les femmes mariées à 82 pour cent d'ici 2020 – l'impact a été considérable car les femmes et les communautés ont bénéficié de possibilités accrues de participer à la planification familiale volontaire.

Le succès du programme est attribué à l'engagement du gouvernement aux plus hauts niveaux, ainsi qu'aux programmes comportementaux menés par les communautés. La planification familiale est une priorité nationale dont le programme, l'évaluation et le financement sont clairement définis par le gouvernement national et le leadership du Président Paul Kagame lui-même.⁵¹

37

SWEDD

L'initiative régionale Sahel Women's Empowerment Demographic Dividend (SWEDD) travaille dans dix pays du Sahel pour accélérer la transition démographique vers des taux de fécondité stables et réduire les inégalités dans la région, où les taux de fécondité sont parmi les plus élevés au monde. Elle y parvient grâce à une combinaison de changements sociaux et comportementaux, ainsi qu'à un soutien technologique et en matière de ressources.

L'initiative travaille en étroite collaboration avec les communautés – y compris les universitaires musulmans et les chefs religieux et traditionnels – pour générer une demande de services de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile, et de nutrition en encourageant les changements sociaux et comportementaux et en autonomisant les femmes et les adolescents. Les interventions comprennent : une campagne médiatique soulignant les avantages de la planification familiale volontaire ; des programmes nationaux visant à promouvoir les droits et la scolarisation des filles en matière de santé sexuelle et reproductive ; et la fourniture de produits contraceptifs, de services de santé sexuelle et reproductive et de personnel sanitaire qualifié.

Par exemple, l'initiative soutient les efforts visant à améliorer les chaînes d'approvisionnement en produits de santé sexuelle et reproductive, y compris la normalisation régionale et le contrôle de qualité. Elle offre également des programmes de formation et des ressources pour accroître le nombre de sages-femmes et d'autres professionnels de la santé sexuelle et reproductive dans la région.

Enfin, l'initiative vise à sensibiliser les décideurs politiques aux possibilités d'accélérer la transition démographique et à leur donner les moyens de mettre en œuvre des politiques à cet effet. Pour ce faire, elle offre aux décideurs des plateformes leur permettant de partager leurs connaissances et de renforcer leur capacité d'élaboration et de mise en œuvre des politiques.⁵²

38

L'agroforesterie au Niger

Les agriculteurs des provinces de Maradi et de Zinder au Niger ont augmenté les rendements, restauré des terres dégradées, augmenté la biodiversité agricole et amélioré leurs moyens de subsistance en combinant une meilleure gestion des terres et de l'eau avec l'agroforesterie.⁵³

Depuis les années 1990, les agriculteurs plantent des arbres fixateurs d'azote sur les terres cultivées ou laissent les racines et les souches se régénérer plutôt que de les enlever. La multiplication par 10 à 20 du couvert arboré et arbustif et la restauration de 250 000 d'hectares de terres gravement dégradées ont permis d'améliorer sensiblement la biodiversité et la santé des sols.

Les revenus annuels des agriculteurs se sont également améliorés. L'augmentation du rendement céréalier de 20 pour cent depuis 2010 a permis aux revenus des agriculteurs d'augmenter de 1 000 USD par an pour plus de 1 million de ménages, doublant les revenus agricoles réels et stimulant la demande de services hors exploitation. Entre-temps, la quantité de nourriture mise à la disposition des agriculteurs et de leurs familles a augmenté.

De plus, cette transition n'a nécessité que très peu d'investissements. Au lieu de cela, la révision par le gouvernement de la législation sur la propriété des arbres a accordé aux agriculteurs un plus grand contrôle sur leurs ressources – leur fournissant l'incitation et les moyens de prendre soin de la santé à long terme de leurs arbres.

Selon les estimations, les approches adoptées au Niger pourraient être étendues à 300 millions d'hectares supplémentaires en Afrique subsaharienne. Cela pourrait fournir à 285 millions de personnes additionnelles 615 kcal supplémentaires par jour. Le programme s'étend déjà à l'ensemble du Sahel, au fur et à mesure que les nouvelles de son succès se répandent.⁵⁴



39

Rainforest Foundation UK

Rainforest Foundation UK travaille aux niveaux communautaire, provincial et national pour promouvoir des projets forestiers qui protègent les forêts tropicales du bassin du Congo. En 2016, cinq communautés représentant plus de 10 000 personnes et 30 000 hectares de forêt tropicale humide dans la province de l'Équateur occidental du pays ont obtenu des titres fonciers juridiquement contraignants. Jusqu'à 75 millions d'hectares de forêts en RDC (soit trois fois la superficie du Royaume-Uni) pourraient potentiellement être sous contrôle communautaire à l'avenir.⁵⁵



40

Connexion : l'enregistrement foncier numérique au Rwanda

Le programme d'enregistrement foncier numérique du Rwanda aide la population à accéder à des droits de propriété stables et transparents. Depuis 2008, le cadastre national du Rwanda a cartographié et préparé les titres de propriété pour chacune des 10,4 millions de parcelles de terre du pays. En 2017, sept millions de personnes avaient collecté leurs titres et les enregistrements de ventes, d'achats et d'autres types de transferts étaient en hausse.⁵⁶

Le système d'enregistrement numérique a appuyé la planification nationale de l'utilisation des terres et de l'eau et a contribué à rationaliser le système national de perception des impôts et de justice. Les conflits autour des baux et des limites de propriété ont diminué, ce qui a réduit les pressions exercées sur les tribunaux fonciers pour statuer sur les désaccords. La facilité et la confiance accrues avec lesquelles les entreprises peuvent maintenant investir dans la terre ont permis au Rwanda de se hisser à la 29^e place de l'indice mondial « Doing Business » de la Banque mondiale.⁵⁷ Grâce à des titres fonciers facilement accessibles et sûrs, les personnes enregistrées – dont environ 90 pour cent sont issues de ménages à faible revenu possédant de petites parcelles de terre agricole – ont un meilleur accès au crédit et sont davantage incitées à investir dans la terre.⁵⁸

Pour assurer le succès à long terme et équitable du projet, il sera essentiel de veiller à ce que les femmes en bénéficient également – et à ce qu'elles ne soient pas involontairement exposées à un risque d'agression en raison de leur statut foncier amélioré.

D'autres pays de la région font de même. Le Kenya, l'Afrique du Sud, le Ghana et la Tanzanie font partie des pays qui se sont engagés à mettre en œuvre des systèmes d'enregistrement foncier numérique ou qui ont commencé à le faire. Les entreprises en démarrage mettent également au point la technologie nécessaire pour soutenir ces systèmes. Par exemple, la start-up ghanéenne Bitland vise à cartographier numériquement l'ensemble du Ghana à l'aide de la technologie Blockchain pour fournir un registre public des titres fonciers – y compris les titres fonciers coutumiers.⁵⁹



41

La Access Initiative

Le réseau de la société civile, l'initiative Access, rassemble des organisations, des groupes et des individus qui travaillent pour s'assurer que les citoyens ont le droit et la capacité d'influencer les décisions concernant les ressources naturelles dont dépendent leurs communautés.

Le réseau fournit des outils et des occasions de partager des expériences en matière de représentation fondées sur des données probantes, afin d'aider à renforcer les capacités des communautés et de leurs partenaires. Par exemple, l'un des projets de l'Initiative est STRIPE, axé sur la pollution de l'air et de l'eau. Le projet fournit un ensemble d'outils permettant à la société civile de travailler avec les communautés pour analyser les lacunes de la législation et de la pratique en matière de diffusion d'informations sur la pollution et d'exiger des informations sur la performance des entreprises publiques et privées pour satisfaire aux normes nationales sur la pollution.

L'Initiative offre également des outils pour permettre au public de participer à des dialogues sur les politiques, des projets de construction de nouvelles cours et de nouveaux tribunaux environnementaux, ainsi qu'une assistance juridique aux victimes de dommages environnementaux et des campagnes pour soutenir le développement de normes régionales pour les droits de visite.⁶⁰



42

Corridor de croissance de Nacala

Dans la province fertile de Nampula, dans le nord du Mozambique, le gouvernement travaille avec des partenaires de tous les secteurs pour renforcer les liens entre les zones rurales et urbaines et améliorer l'environnement propice à l'augmentation des investissements dans le secteur agroalimentaire. Grâce à ces efforts, elle cherche à stimuler la productivité et les activités à valeur ajoutée pour les produits nationaux et d'exportation. La capitale de la province, Nampula, qui se trouve au centre du corridor de croissance, est redevenue un centre d'affaires offrant des débouchés importants dans le secteur de la transformation des produits agricoles.

Les efforts dans le corridor se sont concentrés sur l'amélioration de l'infrastructure, y compris de meilleures liaisons de transport entre les villes, les communautés rurales et le port de Nacala dans l'est de la province. Les politiques et les réformes favorables aux entreprises comprennent la réduction de la bureaucratie et l'introduction d'incitations fiscales pour l'investissement dans l'agro-industrie. Il y a maintenant huit entreprises de transformation de la noix de cajou, et ce dans la province seulement. Une usine de transformation de noix de cajou établie près de la ville de Nampula en 2016 emploie 650 personnes, dont environ 90 pour cent sont des femmes. Fin 2017, une usine de transformation du maïs a ouvert dans la ville avec une capacité de transformation de 100 tonnes de maïs par jour (bien qu'il s'agisse d'une entreprise indienne plutôt que d'une entreprise nationale).

Alors que les décideurs, les entreprises, les investisseurs et les partenaires au développement cherchent à reproduire ces plans au Mozambique et à l'étranger, il sera essentiel d'impliquer les communautés locales et de protéger leurs droits fonciers. Les critiques à l'égard du corridor de croissance de Nacala sont centrées sur l'absence de protection des populations locales contre l'accaparement des terres par les investisseurs étrangers et sur l'importance excessive accordée aux produits d'exportation plutôt qu'aux cultures de subsistance. Ces questions devront être abordées pour assurer la durabilité à long terme d'efforts comme ceux-ci.⁶¹



43

Programme de filet de sécurité productif de l'Éthiopie

Le programme de filet de sécurité productif de l'Éthiopie fournit à des millions de ménages des paiements en espèces et en nourriture pour effectuer des travaux publics, notamment la construction d'infrastructures locales ou la protection de l'environnement. Les paiements aux ménages les plus démunis et vulnérables ayant une capacité de travail limitée sont inconditionnels.⁶²



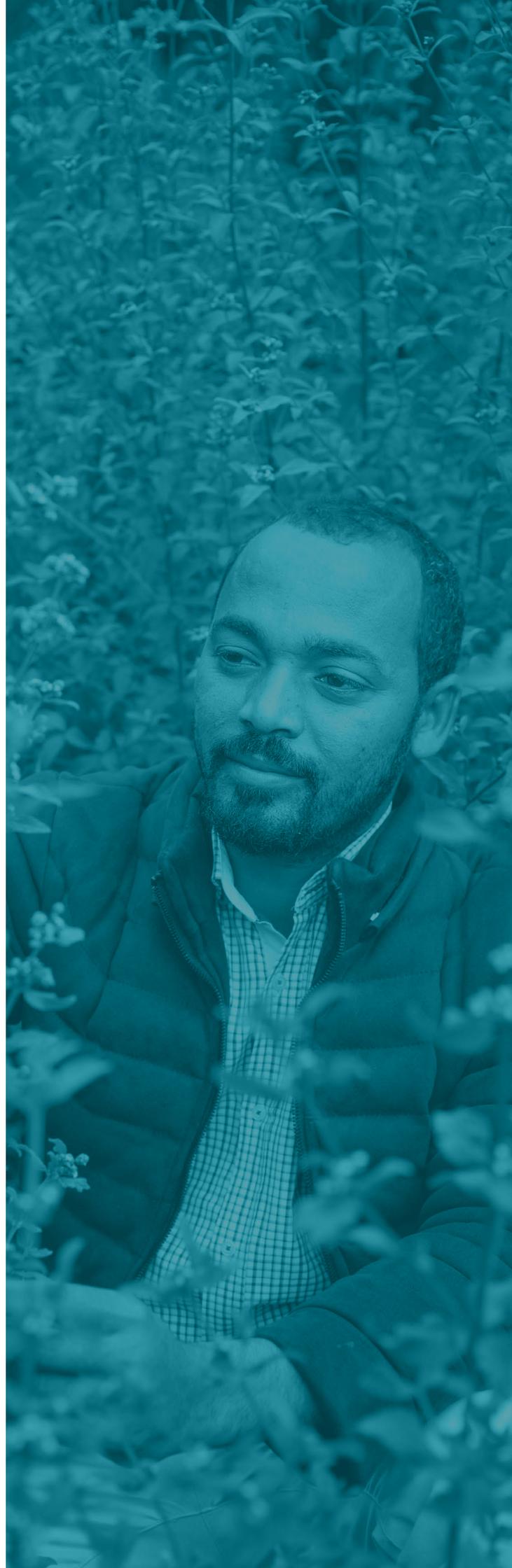
44

Hello Tractor

L'entreprise sociale nigériane Hello Tractor, le « Uber pour la ferme », permet aux petits exploitants agricoles d'Afrique de se connecter avec les propriétaires de tracteurs via une plateforme numérique et un service SMS. Les agriculteurs peuvent louer un tracteur ou d'autres intrants d'équipement pour augmenter les rendements et réduire les pertes après récolte. Cela réduit les coûts de l'agriculture, améliore les moyens d'existence, aide à combler le déficit d'infrastructures qui caractérise une grande partie de l'Afrique subsaharienne rurale et réduit les obstacles à l'entrée des jeunes dans l'agriculture.

De plus, les propriétaires de tracteurs et les concessionnaires bénéficient également de services tels que la gestion des demandes, la gestion des tracteurs et des flottes et la surveillance des performances. Et Hello Tractor fournit des emplois aux jeunes des zones rurales pour servir d'agents de réservation afin d'aider à atteindre les agriculteurs sans accès fiable à un smartphone.

La société a capté 75 pour cent des flux commerciaux privés vers le Nigeria, s'est étendue à cinq marchés à travers l'Afrique et a soutenu plus de 250 000 agriculteurs.⁶³



Supprimer les obstacles à l'investissement dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres



45

Fonds d'investissement pour le commerce agricole en Afrique

Le Fonds d'investissement pour le commerce agricole en Afrique finance les entreprises agricoles et les institutions financières locales en utilisant une structure à trois niveaux avec des profils de risque et de rendement différents pour chaque niveau.

Le Fonds est un partenariat public-privé qui réunit des donateurs, des gouvernements, des institutions financières et des investisseurs privés pour accroître les investissements dans les activités d'amélioration de la chaîne de valeur afin de soutenir les plus pauvres de la région.

Les partenaires peuvent investir dans le fonds en fonction de trois niveaux différents. Les gouvernements fournissent des garanties de première perte, tandis que deux niveaux d'investissement supplémentaires se caractérisent par des profils risque/rendement différents pour attirer un grand nombre d'investisseurs. Les investissements s'élèvent généralement à 5 millions USD, mais peuvent atteindre 3,5 millions USD s'il existe des arguments commerciaux particulièrement convaincants.

Le Fonds a déboursé 160 millions USD depuis 2011. Les investissements comprennent un investissement de 20 millions USD dans le distributeur et acheteur ghanéen d'intrants WEINCO, qui aide les producteurs à obtenir un revenu garanti. Un investissement de 30 millions USD dans le gestionnaire de la chaîne d'approvisionnement agricole ETG aidera l'entreprise à relier les petits exploitants agricoles aux marchés mondiaux des produits de base.⁶⁴

46

Livelihoods Fund for Family Farming

Lancé par Danone et Mars en 2015, le Livelihoods Fund for Family Farming (L3F) utilise les investissements d'une série de partenaires pour soutenir des projets d'agriculture durable qui apportent des bénéfices à des partenaires issus de multiples secteurs. Ce faisant, le fonds cherche à relever les défis interdépendants de la dégradation de l'environnement, des changements climatiques et de la pauvreté rurale.

Les partenaires du fonds fournissent un financement initial par le biais d'engagements d'achat à des promoteurs de projets d'agriculture durable. Ces partenaires disposent de diverses incitations pour soutenir le développement de projets. Par exemple, les investisseurs dans un projet agroforestier visant à accroître durablement la productivité de l'élevage pourraient inclure des entreprises qui recherchent des rendements plus élevés et plus stables, des gouvernements qui cherchent à gérer les ressources naturelles comme les niveaux des bassins versants dans un paysage menacé par des pratiques agricoles non durables et des acheteurs de crédits carbone en quête de crédits carbone de haute qualité.

Grâce aux recettes provenant des ventes, le concepteur du projet est en mesure de regrouper les petits exploitants agricoles et de leur fournir la formation, l'équipement et l'assistance technique nécessaires pour améliorer durablement les rendements et diversifier leurs moyens d'existence. Le projet génère donc des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux qui profitent à la fois aux petits exploitants agricoles et aux consommateurs.

Les avantages pour les entreprises signifient que les investisseurs privés peuvent fournir un capital plus « patient » et être plus flexibles en matière de liquidité. Dans le même temps, le fonds est en mesure de générer un rendement financier car les acheteurs privés et publics paient une redevance en échange des bénéfices qu'ils tirent des biens publics et des externalités liées aux projets.

L'objectif du fonds est d'obtenir un rendement de 10 à 15 pour cent grâce à des investissements de 120 millions EUR sur 10 ans. Globalement, il vise à avoir un impact sur 200 000 agriculteurs directement et deux millions de personnes plus largement.⁶⁵



47

CDC and SunCulture

CDC, l'institution britannique de financement du développement, se fait la championne d'une solution de financement mixte pour mobiliser des capitaux en faveur des infrastructures rurales en Afrique subsaharienne grâce à son investissement dans SunCulture. SunCulture est une société d'irrigation solaire au service des petits exploitants agricoles du Kenya qui cultivent des fruits et légumes de grande valeur au Kenya avec des produits pour l'irrigation par pulvérisation/brouillard, l'irrigation goutte à goutte et le pompage solaire. Cette technologie permet aux agriculteurs d'accroître leur productivité tout en réduisant les coûts et les émissions de gaz à effet de serre en diminuant la consommation d'eau, de carburant et d'engrais.

La nouvelle pompe à eau solaire de l'entreprise – la « RainMaker » – est accessible par le biais d'un modèle de financement par répartition pour les petits exploitants qui n'ont peut-être pas la possibilité d'acheter ce type d'infrastructure en raison du coût élevé des emprunts et du fonds de roulement limité. Les utilisateurs de Rainmaker ont rapporté des augmentations de rendement de 300 pour cent par an en moyenne. Les revenus des agriculteurs ont également augmenté grâce au temps et aux efforts économisés pour la collecte de l'eau (en moyenne 17 heures par semaine) et à l'économie de carburant pour les pompes électriques.⁶⁶



48

Unité de développement des petits exploitants de l'AgDevCo

L'Unité de développement des petits exploitants d'AgDevCo fournit jusqu'à 800 000 USD pour des programmes de petits producteurs indépendants afin de soutenir les coûts initiaux d'installation et de fonctionnement. Cela aide les agriculteurs à réaliser des économies d'échelle et à catalyser les relations avec les entreprises agroalimentaires, ce qui peut les aider à atteindre l'échelle commerciale.

L'Unité fournit jusqu'à 800 000 USD en fonds de contrepartie aux agro-industries pour soutenir le lancement et l'ampleur des programmes de producteurs indépendants. Il s'agit notamment de couvrir les coûts d'exploitation, les parcelles de démonstration, la formation, le crédit d'intrants et l'aide à l'obtention de certificats.

D'ici 2020, le fonds vise à soutenir 25 programmes d'aide aux petits exploitants agricoles, dont la moitié sont des femmes, et à atteindre 500 000 petits exploitants agricoles.⁶⁷



49

Gola Rainforest Cocoa au Libéria

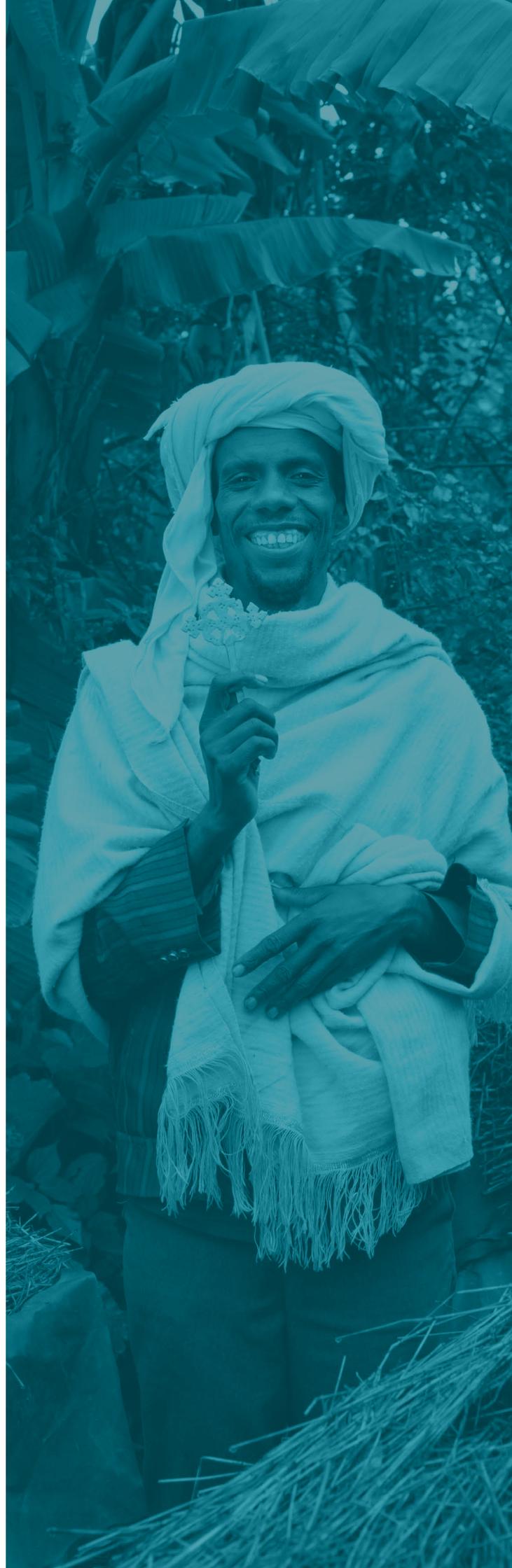
Dans la région de la forêt tropicale de Gola au Libéria, les Partenariats pour les forêts et leurs partenaires s'emploient à mettre au point une marque et un produit de cacao respectueux de la forêt tropicale humide qui est produit dans le cadre de systèmes agroforestiers biologiquement divers dans le paysage du Grand Gola.

Les cacaoculteurs seront formés aux pratiques durables qui augmentent les rendements tout en préservant les forêts, y compris l'agroforesterie et la production de fèves forestières intelligentes. Les cacaoculteurs seront formés aux pratiques durables qui augmentent les rendements tout en préservant les forêts, y compris l'agroforesterie et la production de fèves adaptées à la forêt.

L'intervention aura un impact direct sur 300 agriculteurs et un impact indirect sur 1 700 d'entre eux, qui atteindront environ 9 500 personnes ayant accès à des investissements directs et à une assistance technique au fil du temps. Les rendements de cacao des petits exploitants devraient augmenter de 30 %, avec un impact correspondant sur les moyens d'existence. En outre, l'intervention réduira la dégradation écologique, fondée sur les principes de l'utilisation durable des terres et de la gestion et de la conservation intégrées des forêts sur 200 000 d'hectares de forêts.

En démontrant le succès de ce modèle, les partenaires espèrent fournir un modèle pour d'autres produits forestiers du paysage, ainsi que pour la production de cacao à travers le Libéria.

Partnerships for Forests est un programme financé par le Royaume-Uni qui opère en Afrique centrale, en Afrique de l'Ouest et de l'Est, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine et qui cherche à catalyser les investissements dans lesquels le secteur privé, le secteur public et les communautés peuvent obtenir une valeur partagée des forêts durables et une utilisation durable des terres..



References

1. Voir: <http://www.ethcrge.info/crge.php>
2. <http://www.doingbusiness.org/en/data/exploretopics/starting-a-business/reforms>
3. GODAN, « Droits fonciers au Rwanda : Transparence, droits fonciers, régularisation foncière ». Disponible en ligne sur: https://www.godan.info/sites/default/files/documents/Godan_Success_Stories_Land%20Rights%20in%20Rwanda.pdf
4. Groupe Banque mondiale (2018) Doing Business 2019: « Une année de réformes records, une influence croissante », La Banque mondiale, 31 Octobre. Washington, D. C. : *Groupe Banque mondiale*. Disponible en ligne sur: <https://www.worldbank.org/en/news/immersive-story/2018/10/31/doing-business-2019-a-year-of-record-reforms-rising-influence>
5. Voir: <https://data.worldbank.org/indicator/IC.BUS.NREG?locations=RW&view=chart>
6. Voir: <https://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD?locations=RW&view=chart>
7. Voir: https://www.bmz.de/en/countries_regions/marshall_plan_with_africa/index.html
8. Voir: <https://www.technoserve.org/blog/can-drones-change-africas-agricultural-future>
9. Van Vark, C. (2013) « Comment les programmes d'agroforesterie peuvent améliorer la sécurité alimentaire dans les pays en voie de développement », *The Guardian*, 26 février. Disponible en ligne sur: <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2013/feb/26/agroforestry-farming-food-security>
10. TNC (2015) « Le Upper Tana-Nairobi Water Fund : Une étude de cas », version 2. Nairobi : The Nature Conservancy. Disponible en ligne sur: https://www.nature.org/content/dam/tnc/nature/en/documents/Nairobi-Water-Fund-Business-Case_FINAL.pdf
11. Groupe de la Banque mondiale (2015) « Document d'évaluation d'un projet de l'Association internationale de développement sur quatre propositions de crédits et trois propositions de subventions pour un projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel », Numéro de rapport : PAD1091. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur: <http://documents.worldbank.org/curated/en/250471468000282631/pdf/PAD1091-PAD-P147674-IDA-R2015-0106-1-Box391422B-OUO-9.pdf>
12. Berger, Christian (2016) *Afrique de l'Ouest - Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel : P14764 – Rapport sur les résultats du statut de mise en œuvre*, Séquence 04. Washington, D. C. : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur: <http://documents.worldbank.org/curated/en/857211482244820459/Western-Africa-Regional-Sahel-Pastoralism-Support-Project-P147674-Implementation-Status-Results-Report-Sequence-04>
13. Voir: <https://oneacrefund.org/>
14. Voir: <https://oneacrefund.org/impact/>
15. FAO (2017) « Farmerline, la société qui a la mission de transformer les agriculteurs en entrepreneurs performants », Actualités FAO, 5 octobre. Disponible en ligne sur: <http://www.fao.org/e-agriculture/news/farmerline-company-mission-transform-farmers-successful-entrepreneurs>
16. Voir: <http://serendipalm.com/>
17. Nsehe, M. (2017) « Une start-up agritech nigériane, Farmcrowdy, recueille 1 million USD en capitaux d'amorçage », *Forbes*, 19 décembre. Disponible en ligne sur: <https://www.forbes.com/sites/mfonobongnsehe/2017/12/19/nigerian-agritech-startup-farmcrowdy-raises-1m-seed-investment/#1de998866ba8>
18. Voir: <https://genafrika.org/about-us/>
19. Middleton, J., Ajadi, S. and Bayen, M. (2018) « Start-ups et Mobile dans les marchés émergents : Perspectives de l'accélérateur d'écosystème de la GSMA », numéro 3, été 2018. Londres : GSMA Association. Disponible en ligne sur: <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2018/08/Start-ups-and-Mobile-in-Emerging-Markets-Issue-3.pdf>
20. Voir: <https://twiga.ke/twiga-story/>
21. Voir: <https://aacefoods.com/>
22. Voir: <http://yolelefoods.com/>
23. Voir: <https://www.theheinekencompany.com/sustainability/case-studies/boosting-local-sourcing-through-a-cassava-partnership-in-nigeria>
24. Vervelde, N. (2017) « Nigeria : Heineken portera l'approvisionnement en matières premières locales à 60 % », *Bière intérieure*, 15 Mai. Disponible en ligne sur: <https://www.inside.beer/news/detail/nigeria-heineken-to-lift-local-raw-material-sourcing-to-60.html>
25. Voir: <https://innovation.wfp.org/project/farm-market-alliance>
26. Voir: <https://www.gainhealth.org/knowledge-centre/project/marketplace-for-nutritious-foods/>
27. Programme Alimentaire Mondial (2013) *Le coût de la faim au Rwanda*. Rome : Programme Alimentaire Mondial. Disponible en ligne sur: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/wfp263106.pdf>
28. Voir: <https://africaimprovedfoods.com/aif-working-with-farmers-across-the-country-to-enrich-their-lives/>
29. Voir: <https://www.iiied.org/sustainable-diets-for-all>
30. Voir: <http://afr100.org/content/home>
31. Voir: <https://www.climatefinancelab.org/project/harvest-contract-vehicle/>
32. Langat, M. (2016) « Les villages côtiers kenyans redonnent vie à leur forêt de mangroves », *The Guardian*, 22 février. Disponible en ligne sur: <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2016/feb/22/the-coastal-kenyan-villages-bringing-their-mangrove-forest-back-to-life>
33. Voir: <https://www.greatgreenwall.org/about-great-green-wall>
34. Voir: <https://www.unccd.int/actions/great-green-wall-initiative>
35. Voir: <http://www.internationalwatersgovernance.com/senegal-river-basin.html#>
36. Vick, M. J. (2006) « Le bassin du fleuve Sénégal : Un regard rétrospectif et prospectif sur le régime juridique », *Natural Resources Journal*, Vol. 46, n° 1 (Hiver 2006). Nouveau Mexique : University of New Mexico, pp. 211-243. Disponible en ligne sur: https://www.jstor.org/stable/24889030?seq=1#page_scan_tab_contents
37. Forest News (2018) « La nouvelle loi forestière en Éthiopie : Une victoire pour les paysages et les moyens de subsistance ? », *Forest News*, 20 août. Disponible en ligne sur: <https://forestsnews.cifor.org/57465/ethiopias-new-forestry-law-a-win-for-landscapes-and-livelihoods?fnl=en>
38. Voir: <https://www.biocarbonengineering.com/>
39. Voir: <https://partnershipsforforests.com/partnerships-projects/setting-tree-fund-sustainable-charcoal/>
40. Symrise (2014) « Symrise ouvre un site de production à Madagascar », *Symrise Newsroom*, 14 octobre. Disponible en ligne sur: <https://www.symrise.com/newsroom/article/symrise-opens-production-site-in-madagascar/>
41. Voir: <http://shea.care/>
42. National Research Council (1996) *Cultures perdues d'Afrique : Volume I : Céréales*. Washington DC : The National Academies Press. Disponible en ligne sur: <https://www.nap.edu/read/2305/chapter/15#217>
43. Global Wellness Institute (2018) *Moniteur économique mondial du bien-être* : Octobre 2018. Miami : Global Wellness Institute. Disponible en ligne sur: <https://globalwellnessinstitute.org/industry-research/2018-global-wellness-economy-monitor/>
44. Saurine, A. (2019) « Les Néerlandais ont-ils « volé » cette nourriture africaine ? », *BBC Travel*, 9 Mai. Disponible en ligne sur: <http://www.bbc.com/travel/story/20190508-did-the-dutch-steal-this-african-food>
45. Groupe Banque mondiale (2016) « Les cultivateurs de thé du Kenya goûtent aux avantages de l'hydroélectricité », *International Finance Corporation News*, Novembre. Washington, D. C. : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur: https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/news_ext_content/ifc_external_corporate_site/news+and+events/news/impact-stories/tea-farmers-taste-the-benefits-of-hydropower

-
46. Voir: <https://www.blueskies.com/>
 47. Voir: <https://8miles.com/our-investments/blue-skies-holdings-limited>
 48. Voir: <https://www.globallivingwage.org/about/>
 49. Schwandt, H. M. (2018) « La planification familiale au Rwanda n'est pas considérée comme un contrôle de la population, mais plutôt comme un moyen d'autonomiser les gens » : examiner le succès du Rwanda en matière de planification familiale du point de vue des acteurs publics et privés, *Contraception and Reproductive Medicine*, 3, No. 18. Disponible en ligne sur: <https://contraceptionmedicine.biomedcentral.com/articles/10.1186/s40834-018-0072-y>
 50. Voir: <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN?locations=RW>
 51. Schwandt, H. M. (2018) « La planification familiale au Rwanda n'est pas considérée comme un contrôle de la population, mais plutôt comme un moyen d'autonomiser les gens » : examiner le succès du Rwanda en matière de planification familiale du point de vue des acteurs publics et privés, *Contraception and Reproductive Medicine*, 3, No. 18. Disponible en ligne sur: <https://contraceptionmedicine.biomedcentral.com/articles/10.1186/s40834-018-0072-y>
 52. UNFPA WCARO (2016), Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend. New York City: UNFPA. Disponible en ligne sur: <https://wcaro.unfpa.org/en/publications/sahel-women%E2%80%99s-empowerment-and-demographic-dividend-project-swedd>
 53. Brahmabhatt, M. et al. (2016) *Nouvelle économie climatique d'Afrique : Transformation économique et changements sociaux et environnementaux*. Londres et Washington, D. C. : New Climate Economy and Overseas Development Institute. Disponible en ligne sur: http://newclimateeconomy.report/workingpapers/wp-content/uploads/sites/5/2016/11/Africa_NCE_2016_final_1.pdf
 54. Brahmabhatt, M. et al. (2016) *Nouvelle économie climatique d'Afrique : Transformation économique et changements sociaux et environnementaux*. Londres et Washington, D. C. : New Climate Economy and Overseas Development Institute. Disponible en ligne sur: http://newclimateeconomy.report/workingpapers/wp-content/uploads/sites/5/2016/11/Africa_NCE_2016_final_1.pdf
 55. Fondation Rainforest UK (2018) « Une première historique : les communautés de la République démocratique du Congo acquièrent des Droits Légaux sur leurs Forêts locales », *Rainforest Foundation UK News*, 20 septembre. Disponible en ligne sur: <https://www.rainforestfoundationuk.org/communities-gain-legal-rights-over-their-forests>
 56. Schreiber, L. (2017) « Garantir les droits fonciers : Faire fonctionner l'enregistrement des titres fonciers au Rwanda », Certification des défis mondiaux : Des innovations pour des sociétés prospères. Princeton : Université de Princeton. Disponible en ligne sur: <https://www.rainforestfoundationuk.org/communities-gain-legal-rights-over-their-forests>
 57. Groupe Banque mondiale (2019) *Doing Business 2019 : Formation pour la Réforme*. Washington, D. C. : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur: <http://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/r/rwanda/RWA.pdf>
 58. GODAN, « Droits fonciers au Rwanda : Transparence, droits fonciers, régularisation foncière ». Disponible en ligne sur: https://www.godan.info/sites/default/files/documents/Godan_Success_Stories_Land%20Rights%20in%20Rwanda.pdf
 59. Mwanza, K. and Wilkins, H. (2018) « Les startups africaines misent sur la technologie Blockchain pour lutter contre la fraude foncière », *Reuters*, 16 février. Nairobi/Accra : Fondation Thomson Reuters. Disponible en ligne sur: <https://www.reuters.com/article/us-africa-landrights-blockchain/african-startups-bet-on-blockchain-to-tackle-land-fraud-idUSKCN1G00YK>
 60. Voir: <https://accessinitiative.org/creating-change/edi>
 61. Arup Group (2016), *Villes du futur en Afrique : Mozambique*. Londres : Arup Group. Disponible en ligne sur: <https://www.arup.com/perspectives/publications/research/section/future-cities-africa>
 62. EDRI, IFPRI (2014) « Éthiopie : Programme de soutien à la stratégie », *ESSP Outcome Note 05*. Addis Abeba et Washington, D. C. : EDRI et IFPRI. Disponible en ligne sur: http://essp.ifpri.info/files/2011/04/Outcome-Note_5_PSNP_v1-0.pdf
 63. Voir: <https://www.hellotractor.com/home>
 64. Voir: <https://www.aatif.lu/home.html>
 65. Voir: <http://www.livelihoods.eu/l3f/>
 66. UKAID (2018) « Deep Dive : Sunculture, Insights ». Londres : UKAID. Disponible en ligne sur: http://www.theimpactprogramme.org.uk/wp-content/uploads/2018/08/Deep_Dive_Insights_Sunculture_PRINT-proof4.pdf
 67. Voir: <https://www.agdevco.com/smallholder-development-unit.html>

Catalogue d'études de cas



The
Food and Land Use
Coalition
